

LA PARITÉ DES PRIX POUR LES PRODUITS AGRICOLES

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter une pétition portant la signature de plus de 1,000 personnes. Elles signalent d'abord la gravité de la crise agricole, les difficultés financières de nombreux agriculteurs et demandent au comité permanent de l'agriculture de tenir des audiences partout sur le principe de la parité des prix.

Les pétitionnaires habitent dans le comité d'Essex, ainsi que dans les villes et localités de l'Ontario que sont Simcoe, Lucknow, Wingham, Mount Hope, Durham, Goderich, Kincardine, Chatham, Brantford, Forest, New Liskeard, Thedford, Cayuga, Chesley, Port Elgin, Arkona, Blenheim ainsi que dans le comté de Middlesex, à Ailsa Craig, Petrolia, Wiarton et Owen Sound. Tous estiment que l'urgence de la crise réclame une solution.

L'INCIDENCE DE PROJETS DE LOI AMÉRICAINS SUR LE SECTEUR FORESTIER

M. John Parry (Kenora-Rainy River): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition qu'ont signée une forte proportion des résidents de Hudson et de Sioux Lookout, dans ma circonscription. Ces localités ontariennes comptent beaucoup sur le secteur forestier. Elles demandent au gouvernement d'intervenir dans l'espoir de convaincre les membres du Congrès des États-Unis de ne pas adopter le projet de loi Gibbons concernant la subvention des ressources naturelles, projet de loi dont l'adoption pourrait coûter à notre secteur forestier des milliers d'emplois.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. F. Oberle (secrétaire parlementaire du ministre d'État (Mines)): Monsieur le Président, on répondra aujourd'hui à la question n° 421.

[Texte]

L'AUGMENTATION DU PRIX D'ENTRÉE DANS LES PARCS NATIONAUX

Question n° 421—**M. Robichaud:**

1. Le gouvernement a-t-il majoré de 300 p. 100 le prix d'entrée dans les parcs nationaux et, dans l'affirmative, a) quels groupes et associations touristiques a-t-on consultés avant d'annoncer la décision, b) de combien, en dollars, sera l'augmentation?

2. Combien de personnes ont visité les parcs nationaux du Nouveau-Brunswick en (i) 1983 (ii) 1984?

3. Le gouvernement reviendra-t-il sur sa décision d'augmenter les prix d'entrée et sinon, pourquoi?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): 1. Non. Le tarif d'entrée annuel des parcs nationaux n'a pas augmenté. Toutefois, dans la plupart des parcs nationaux, les autres catégories de tarifs d'entrée tel que quotidien et autobus

Les subsides

affrété ont connu une augmentation de 200 p. 100. a) S/O; b) S/O.

2. (i) 1,214,687; (ii) 1,220,958.

3. Une révision complète de tous les tarifs pour les parcs nationaux au Canada afin d'évaluer leur impact en fonction des objectifs de chaque parc est présentement en cours.

[Traduction]

M. Oberle: Je demande, monsieur le Président, que les autres questions restent au *Feuilleton*.

M. le vice-président: On a répondu à la question indiquée par le secrétaire parlementaire. Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

M. Boudria: J'ai fait inscrire au *Feuilleton* toute une série de questions, y compris quelques-unes qui datent de mars dernier, dans l'espoir de savoir ce qu'a bien pu nous coûter le sommet irlandais qui a eu lieu à Québec et au cours duquel les deux participants ont chanté en cœur une vieille complainte irlandaise. Le gouvernement aurait-il à ce point honte de cet échec qu'il refuse de répondre à mes questions? Autrement, le secrétaire parlementaire pourrait-il s'engager à y répondre dès la prochaine séance de la Chambre?

M. Oberle: Monsieur le Président, je puis dire au député que le secrétaire parlementaire qui d'ordinaire répond à ces questions s'intéresse d'une façon toute particulière aux importantes questions que le député a fait inscrire au *Feuilleton*. Je serais prêt à y répondre au nom du gouvernement, mais j'hésite à le faire, d'autant plus que c'est aujourd'hui jour d'opposition et que le très honorable chef de l'opposition (M. Turner) a un urgent exposé à faire dans le domaine de l'agriculture. Je craindrais de gaspiller le temps de la Chambre en rappelant au député qu'au cours de la 32^e législature... Je pourrais poursuivre, si vous y teniez; cependant, je dirai simplement au député que je transmettrai son instance au ministre et au secrétaire parlementaire compétents.

M. le vice-président: Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 63 DU RÈGLEMENT—LA SITUATION PRÉCAIRE DE LA COLLECTIVITÉ AGRICOLE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition) propose:

Que la Chambre regrette que le gouvernement ait refusé de reconnaître la crise grave à laquelle font face les familles agricoles du Canada et blâme le gouvernement de sa réponse inadéquate aux problèmes des agriculteurs canadiens qui comprennent un important resserrement de la marge bénéficiaire et un fardeau de la dette élevé, une concurrence internationale farouche et prédatrice et des catastrophes naturelles, problèmes qui se sont alliés pour mettre en danger la collectivité agricole du Canada.